

MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE, DU DÉVELOPPEMENT DURABLE  
ET DE L'ÉNERGIE

Direction régionale de  
l'environnement, de l'aménagement  
et du logement  
Alsace

Unité territoriale du Haut-Rhin  
Equipe RCA

Mulhouse, le 17 décembre 2012

**RAPPORT DE L'INSPECTION  
DES INSTALLATIONS CLASSÉES  
PRÉSENTATION EN CODERST**

**Objet :** Installations classées pour la protection de l'environnement /  
Demande d'autorisation de la société SCI Denis Papin – Scapalsace à  
Colmar

**PJ :** Un projet d'arrêté portant autorisation d'exploiter

- 1. Présentation de la demande**
- 2. Situation générale de l'établissement**
- 3. Enquête publique et avis des services administratifs**
- 4. Observations du rapporteur**
- 5. Conclusions**

## **1 – Présentation de la demande**

La société SCI – Denis Papin a déposé le 17 janvier 2012 dans sa version complète et recevable, un dossier de demande d'autorisation en vue d'exploiter une extension d'un entrepôt frigorifique, relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 1511 de la nomenclature des installations classées sur la zone industrielle nord de Colmar.

Le dossier a été jugé complet et recevable le 28 février 2012.

## **2 – Situation générale de l'établissement**

### **2.1 – Description sommaire des activités**

La société Scapalsace exploite un entrepôt de produits frais rue du Ladhof à Colmar.

La plateforme de la société Scapalsace sert de relais d'entreposage pour les parties glaces/surgelés et de relais d'éclatement pour les autres produits frais distribués dans une large zone géographique du grand-est de la France. L'activité sur ce site consiste à :

- stocker les produits surgelés en chambre à froid négatif et les produits frais en chambre à froid positif
- préparer les commandes
- les expédier dans les différents centres E. Leclerc

Les autres produits frais sont constitués par :

- Les fruits et légumes
- L'ultra-frais
- La crèmerie
- La charcuterie
- La boulangerie/pâtisserie industrielle

Le projet consiste à exploiter trois nouvelles chambres à froid positif, lesquelles s'ajoutent aux 7 chambres à froid positif existantes et une chambre à froid négatif existante.

La mise en place de l'extension va permettre de mieux organiser les flux à l'intérieur des cellules. Les cellules CF2, CF3, CF4 seront dédiées uniquement à l'entreposage avant expédition. Les cellules CF9, CF10 et CF11 serviront à la réception et au brassage. Seul le fonctionnement des cellules CF6 et CF7 restera inchangé.

Sur le plan administratif, le site est désormais soumis à autorisation pour la rubrique n°1511 (stockage dans des entrepôts frigorifiques), créé par le décret n°2010-367 du 13/04/2010 et n'est plus soumis à la rubrique n°1510 (stockage de matières combustibles dans des entrepôts couverts), modifiée par le même décret. Les autres rubriques (non modifiées) sont les rubriques n°2921 (Refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air), ce qui est lié à l'exploitation d'une tour aéroréfrigérante de conception circuit primaire fermé, et la rubrique n°2925 (atelier de charge d'accumulateurs) de puissance

maximale de courant supérieure à 50 kW. L'exploitant est soumis à déclaration pour ces deux dernières rubriques.

## 2.2 – Situation administrative

Les installations projetées relèvent du régime de l'autorisation prévu à l'article L 512-1 du Code de l'Environnement, au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous. Les différentes rubriques de la nomenclature avant et après l'extension du site sont reprises.

Rubrique ICPE	Désignation de l'activité	Volume autorisé actuel	Régime actuel	Volume projeté	Régime projeté (rayon d'affichage)
<b>1511 remplace 1510</b>	Entrepôts frigorifiques, à l'exception des dépôts utilisés au stockage de catégorie de matières, produits ou substances relevant par ailleurs, de la présente nomenclature.	Volume existant : Froid négatif : 44 500 m <sup>3</sup> Froid positif : 70 000 m <sup>3</sup> Volume total : 114 500 m <sup>3</sup>  2. supérieur ou égal à 50000 m <sup>3</sup> mais inférieur à 150 000 m <sup>3</sup>	E	Extension du froid positif de 50 875 m <sup>3</sup> .  Volume total : 165 375 m <sup>3</sup> .  1. supérieur ou égal à 150 000 m <sup>3</sup>	A (1 km)
<b>2921.2</b>	Installation de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air	Tour aéroréfrigérante de conception  2.« circuit primaire fermé »	D	Inchangé	D
<b>2925</b>	Atelier de charge d'accumulateurs	50 transpalettes électriques de puissance totale des chargeurs de 92 kW  Puissance maximale de courant continu étant supérieure à 50 kW.	D	80 transpalettes électriques de puissance totale des chargeurs de 148 kW  Puissance maximale de courant continu étant supérieure à 50 kW	D
<b>1136</b>	Emploi ou stockage de l'ammoniac	145 kg d'ammoniac  Quantité susceptible d'être présente dans l'installation étant inférieure à 150 kg	NC	Inchangé	NC
<b>1432.2</b>	Stockage de réservoirs manufacturés de liquides inflammables	Cuve de fioul (catégorie C) de 12 000 litres en cuve enterrée double paroi, capacité équivalente de 0,5 m <sup>3</sup> .  2.Stockage de liquides inflammables visés à la rubrique 1430 représentant une capacité	NC	Inchangé	NC

		équivalente totale inférieure à 10 m <sup>3</sup> .			
2910	Combustion	4 groupes électrogènes de puissance 440 kW, soit 1760 kW  Puissance thermique maximale de l'installation étant inférieure à 2 MW.	NC	Inchangé	NC

### 3 – Enquête publique et avis des services administratifs

#### 3.1 – Enquête publique

L'enquête publique s'est déroulée du lundi 02 juillet 2012 au lundi 06 août 2012. Le commissaire-enquêteur a remis son rapport le 23 août 2012 à la préfecture du Haut-Rhin.

Aucune observation ni commentaire n'ont été émis durant l'enquête publique.

En conclusion, le commissaire-enquêteur émet un **avis favorable** à la demande de la société Scapalsace – Denis Papin.

#### 3.2 – Enquête administrative

##### • *Avis de l'Agence de l'Eau Rhin-Meuse – 3 mai 2012*

L'Agence de l'eau émet les observations suivantes :

- Le site n'est pas identifié comme une zone à dominante humide dans la BD Z à dominantes humides du CIGAL(2008). En revanche, il est proche de certaines zones (moins de 200 mètres). L'agence de l'eau émet un avis favorable compte tenu du contexte urbanisé et du fait qu'il s'agit d'une extension située hors zone humide potentielle.
- Concernant la gestion du pluvial, 3 puits d'infiltrations existant et deux nouveaux, il aurait été intéressant d'envisager des noues d'infiltration car elles permettent d'assurer à la fois des fonctions épuratrices et de rétention des eaux (adaptation de l'entretien en évitant les produits phytosanitaires).

##### • *Avis de l'Institut National de l'Origine et de la Qualité – 04 juin 2012*

La ville de Colmar est incluse dans l'aire délimitée des AOC Alsace et Crémant d'Alsace. Elle est incluse dans l'aire géographique de l'AOC Munster. La ville est concernée par les productions sous IGP (crème fraîche fluide d'Alsace, volailles d'Alsace, pâtes d'Alsace, miels d'Alsace). Le site est situé dans une zone industrielle et commerciale en périphérie de la ville et à distance éloignée du vignoble. L'INAO n'émet pas d'opposition au projet tel que présenté.

##### • *Avis de la Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle –*

Aucun avis de ce service n'est parvenu à la Préfecture ou à la DREAL dans les délais réglementaires.

- ***Avis du Service Départemental Incendie et Secours du Haut-Rhin – 6 juillet 2012***

Le service présente les observations suivantes sur le projet :

- Les dispositions prévues dans le dossier doivent être respectées
- Les murs séparatifs REI 120 doivent dépasser de un mètre minimum hors toiture. La toiture doit être recouverte d'une bande de protection sur une largeur minimale de 5 mètres de part et d'autre des parois séparatives. Cette bande est en matériaux A2s1d0.
- Les murs séparatifs REI 120 entre cellules sont prolongés latéralement le long du mur extérieur sur une largeur de deux mètres ou sont prolongés perpendiculairement au mur extérieur de un mètre en saillie de la façade. Si les parois extérieures du bâtiment sont construites en matériaux A2s1d0, ces distances sont ramenées respectivement à un mètre et 0,5 mètre.
- Les portes d'intercommunications dans un mur REI 120 doivent être coupe feu de degré deux heures à fermeture automatique.
- La détection incendie étant assurée par le système d'extinction automatique, l'exploitant doit s'assurer que le système permet une détection précoce de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et doit réaliser une étude technique permettant de le démontrer.
- Le local de charge de batteries doit être isolé par des parois REI120, le bloc-porte doit également être coupe feu deux heures à fermeture automatique.
- Les combles doivent être divisées en cantons de désenfumage d'une surface maximale de 1600 m².
- Il est strictement interdit d'utiliser comme rétention des eaux d'extinction incendie les voiries de desserte ainsi que celles destinées à la circulation des engins de secours.
- La profondeur de la rétention est limitée à 20 cm, à l'exception de zones spécifiques (bassins) pour lesquelles la profondeur n'est pas limitée.

**Ces prescriptions sont reprises dans l'article 7.2.2**

**Les prescriptions relatives aux besoins en eaux d'extinction incendie sont reprises à l'article 7.6.4**

- ***Avis du Service Interministériel de Défense et de Protection Civile – 26 avril 2012***

Le service émet un avis favorable sous réserve de la mise en œuvre effective de toutes les mesures de prévention et de protection visant à protéger le milieu environnant d'une pollution. En ce qui concerne les risques extérieurs, le service note que l'entreprise peut être touchée par un accident de transport de matières dangereuses par voie routière.

- ***Avis de la Mission Inter Services de l'Eau et de la Nature – 19 avril 2012***

La MISE émet un avis favorable sous réserve de la prise en compte des remarques et réponses aux questions suivantes :

- Les puits prévus pour l'infiltration des eaux pluviales doivent être équipés de massifs d'infiltration. **La prescription suivante: « Les eaux pluviales de toitures sont infiltrées au travers d'une noue d'infiltration ou de puits équipés d'un massif filtrant » est reprise à l'article 4.3.8.1.**
  - La MISEN demande si le réseau d'évacuation des eaux est unitaire ou séparatif. L'exploitant répond que le réseau est unitaire. La MISEN demande à ce que soit étudiée la possibilité d'évacuer les eaux dans des ouvrages de type noues d'infiltration afin de diminuer les contraintes sur le réseau notamment en cas d'orage. Actuellement les eaux de voiries passent par trois décanteurs/déshuileurs avant de rejoindre le réseau communal. Il est demandé par conséquent à l'exploitant une étude technico-économique, à rendre **dans un délai de 12 mois** visant à étudier la possibilité, la faisabilité et le coût lié au rejet de ces eaux dans une noue d'infiltration ou équivalent. **Cela est prescrit par l'article 4.3.15.**
  - La MISEN demande les mesures prises vis à vis du classement du site en zones jaune et verte du Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRI) de l'III. Le site et l'extension doivent respecter le règlement du PPRI. L'exploitant s'engage à respecter les dispositions du Plan de Prévention des Risques Inondation de bassin versant de l'III. **Cela est repris à l'article 4.3.14.**
  - Il est demandé que les deux puits perdus supplémentaires concernant les besoins en eau pour la défense incendie respectent les dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2003 relatif aux forages et que soit vérifié le respect de ces dispositions en ce qui concerne les forages existants. Le site dispose en effet de 4 puits existants (débit disponible pour la défense incendie de 380 m<sup>3</sup>/h). Le débit disponible total doit être de 900 m<sup>3</sup>/h. Le débit existant (744,5 m<sup>3</sup>/h) n'est donc pas suffisant. Les deux puits supplémentaires doivent permettre un débit de 100 m<sup>3</sup>/h. **Certaines dispositions figurant aux articles 7, 8, 9 et 10 de l'arrêté du 11 septembre 2003 susvisé sont prescrites par l'article 4.1.3.1.**
- ***Avis du Conseil Général du Haut-Rhin (Direction des Routes et des Transports) – 20 avril 2012***  
Le service n'a **pas de remarque particulière** à formuler, dans la mesure où l'accès à l'établissement se fait par voie communale. Toutefois, l'augmentation du trafic prévue sur les giratoires de la RD 4 II et de la RD 83 ne fera qu'amplifier les problèmes actuels de circulation, notamment pour celui de la RD 83.
- ***Avis de l'Agence Régionale de Santé – 09 mai 2012***  
Après examen du dossier, le service indique les points qui méritent d'être pris en considération dans le projet de prescriptions :
- **Mesures de lutte contre les pollutions des sols et des eaux souterraines :**  
Toutes les dispositions sont prises par l'industriel pour lutter contre les pollutions accidentelles et chroniques des sols et des eaux souterraines, en s'assurant du confinement du bassin de rétention des eaux d'extinction des incendies et de l'étanchéité des rétentions des substances chimiques toxiques (hydrocarbures des huiles de vidange et autres substances chimiques dangereux pour l'environnement et toxiques pour l'homme).
  - **Protection du réseau public d'eau potable :** Un dispositif de protection contre les risques de retour d'eau polluée dans le réseau public d'eau potable devra être

installé sur le circuit alimentant le réseau et les bornes incendie, conformément aux articles R1321-49 et R1321-54 du Code de la Santé Publique et aux normes en vigueur (se référer au guide CSTB).

- **Situation par rapport aux périmètres de protection des captages d'eau potable :**  
La plateforme est localisée en dehors de tout périmètre de protection des captages d'eau potable ayant fait l'objet d'une déclaration d'utilité publique.
- **Volet sanitaire de l'étude d'impact :** L'isolement géographique par rapport aux zones habitées fait que les effets sur la santé des populations riveraines peuvent être considérés comme inexistantes. Compte tenu de la faiblesse des émissions atmosphériques et de l'absence de manipulation de substances toxiques sur le site, l'impact sanitaire pour les populations est acceptable. Les activités du site ne sont pas de nature à présenter un risque sanitaire pour les populations, dans le cadre d'un fonctionnement normal des installations.
- **Gestion, élimination et circuits de déchets dangereux :** Les bordereaux de suivi des déchets dangereux industriels spéciaux devront être établis conformément aux dispositions de l'article R541-45 du Code de l'Environnement et de l'arrêté du 29 juillet 2005.

Sous réserve de ces remarques et de ces observations, le service émet un **avis favorable** à la demande d'autorisation d'exploiter de la société Scapalsace-Leclerc à Colmar.

Les préconisations concernant la protection du réseau public d'eau potable sont reprises dans le projet de prescriptions par **l'article 4.1.3.3.**

• ***Avis de la Direction Départementale des Territoires – Service Connaissance, Aménagement et Urbanisme – 7 mai 2012***

Le service présente les observations suivantes sur le projet :

Le terrain est situé en zone UY, réservée aux activités industrielles, commerciales, artisanales, hôtelières, stockage, bureaux [...] ainsi que les services et équipements publics et dans le secteur Uyc soumis aux règles particulières pour assurer la qualité de l'urbanisation le long de l'autoroute A35.

Le dossier n'appelle aucune observation au titre de l'urbanisme.

Le service émet **un avis favorable** à la demande.

• ***Avis de la Direction régionale des affaires culturelles d'Alsace – 11 avril 2012***

Ce service n'a pas d'observation à formuler quant à l'impact de ces installations sur le patrimoine archéologique. Ce service rappelle toutefois que toute découverte (vestige, objet, monnaie...) lors de la réalisation des travaux doit être signalée immédiatement au service régional de l'archéologie à Strasbourg, en application de l'article L 531-14 du Code du Patrimoine.

- ***Avis de la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi d'Alsace – 23 avril 2012***

L'unité territoriale du Haut Rhin n'appelle pas d'observations particulières. L'entreprise applique déjà la réglementation particulière concernant la protection des salariés travaillant dans le froid et respecte l'arrêté du 19 mars 1993.

- ***Avis des Conseils Municipaux***

Le Conseil Municipal de Houssen, émet un avis favorable à la demande d'autorisation présentée par la société SCI Denis Papin – Scapalsace, après délibération lors de la séance du 06 juillet 2012. Le procès-verbal des délibérations date du 06 juillet 2012.

Les délibérations des Conseils Municipaux de Colmar et de Holtzwihr ne sont pas parvenues à ce jour à l'Inspection

#### **4 – Observations du rapporteur**

##### **4.1 – Examen des risques et inconvénients inhérents à l'exploitation des installations et dispositions prévues pour les réduire**

#### **A) IMPACTS**

##### **EAU**

- Consommation

En dehors des besoins sanitaires (estimés à 600 m<sup>3</sup>/an), l'eau est principalement utilisée pour la tour aéroréfrigérante (3400 m<sup>3</sup>/an), les essais de sprinklage (3000 m<sup>3</sup>/an) et le nettoyage du site (60 m<sup>3</sup>/an). La consommation annuelle totale du site est de 7060 m<sup>3</sup>, à comparer avec la consommation d'eau de 5530 m<sup>3</sup> avant extension du site. L'alimentation du site est équipée d'un dispositif empêchant les retours d'eau dans le réseau public (disconnecteur), tel qu'indiqué à l'**article 4.1.3.3**.

- Eaux vannes sanitaires et eaux de lavage de sol

Les eaux sanitaires (20 m<sup>3</sup> par jour) ainsi que les eaux de lavage de sol (environ 3 m<sup>3</sup> par jour) sont orientées via le réseau d'eaux usées du site vers le réseau existant d'eaux usées de la commune de COLMAR, avant traitement en station d'épuration du Syndicat Intercommunal de Traitement des Eaux Usées de Colmar et Environs (SITEUCE).

Les valeurs de rejet sont fixées par l'**article 4.3.10**.

- Eaux de process

Les installations de réfrigération fonctionnent en circuit fermé. Les eaux de purge du circuit de refroidissement des installations de réfrigération sont considérées comme des déchets et éliminées comme tel.



- Eaux pluviales

Les eaux pluviales de ruissellement de voiries et du parking sont traitées par deux décanteur/déshuileur avant de rejoindre le réseau communal. Suite à l'extension d'un site, l'exploitant installe un séparateur d'hydrocarbures supplémentaire. Trois séparateurs d'hydrocarbures seront ainsi présents sur site. La capacité de rétention sur le réseau sera de 64 m<sup>3</sup>, supérieure aux 28 m<sup>3</sup> nécessaires. Les eaux pluviales de toiture sont infiltrées au travers d'une noue d'infiltration. L'exploitant dispose actuellement de 3 puits de déversement dans la noue situés au nord et à l'est du bâtiment. L'exploitant souhaite disposer de deux puits supplémentaires au sud du site, compte tenu de l'extension de 9250 m<sup>2</sup> de surface de toiture supplémentaire. L'inspection propose que ces puits soient équipés de massifs filtrants.

Le réseau de collecte des eaux pluviales est équipé de vannes d'obturation permettant de déverser les eaux éventuellement polluées vers l'aire de déchargement le long des quais faisant office de bassin de confinement. Les eaux ainsi collectées ne peuvent être rejetées au milieu récepteur qu'après contrôle de leur qualité et si besoin traitement approprié. Cette disposition est prescrite par **l'article 4.3.8.1 et 4.3.5.1.**

- Eaux d'extinction incendie

L'exploitant souhaite installer deux puits de pompage supplémentaires afin de satisfaire les besoins en eau pour la défense incendie. Le site dispose en effet de 4 puits existants (débit disponible pour la défense incendie de 380 m<sup>3</sup>/h). Le débit disponible total doit être de 900 m<sup>3</sup>/h. Le débit existant (744,5 m<sup>3</sup>/h) n'est donc pas disponible. Les deux puits suivants ont un débit **de 100 m<sup>3</sup>/h. Les prescriptions concernant ces deux puits supplémentaires sont repris aux articles 4.1.3.1 et 7.6.4, notamment** le respect de certains articles de l'arrêté du 11 septembre 2003 relatif aux forages.

Le volume minimal d'eau d'incendie à mettre en rétention est de 3046,72 m<sup>3</sup>. Un volume de 3050 m<sup>3</sup> est assuré grâce aux décaissés et pentes dans la zone de manœuvre des camions. Cette disposition est prescrite par **l'article 7.6.8.1.**

#### SOL et SOUS-SOL

La cuve enterrée contenant 12 000 litres de fioul est double-paroi avec détection de fuite. L'exploitant assure une surveillance des eaux souterraines par l'intermédiaire d'un réseau de trois piézomètres existants et sur la base d'une surveillance semestrielle.

#### AIR

La société Scapalsace ne génère pas de rejets atmosphériques autre que l'émission de gaz d'échappement des véhicules et poids lourds sur site. L'estimation faite par la société Scapalsace de ces rejets sur une flux de 118 véhicules par jour est la suivante :

Monoxyde de carbone	219,71 g/jour
Oxydes d'azote	1178,41 g/jour
Composés organiques volatils	136,70 g/jour
Poussières	64,51 g/jour
Benzo(a)pyrène	0,20051 g/jour
Naphtalène	0,12476 g/jour
Cadmium	0,00024 g/jour
Chrome	0,00118 g/jour
Nickel	0,00166 g/jour
Zinc	0,02367 g/jour

La vitesse des véhicules est limitée à 20 km/h. Les véhicules sont entretenus régulièrement et soumis aux visites techniques.

#### ODEURS

Le site n'est pas générateur d'odeurs.

#### BRUIT et TRAFIC

Les émissions sonores seront principalement liées à la circulation des véhicules sur le site et la ventilation. Le bruit résiduel ambiant en limite de site est impacté par le trafic routier à proximité et par le trafic sur l'autoroute. Il n'y a pas de zones à émergence réglementée (ZER) à proximité du site.

Les niveaux sonores enregistrés hors activité du site sont tous supérieurs à 45 dBA. Par conséquent, l'émergence exigible est de 5 dBA de jour et 3 dBA de nuit. Une analyse acoustique a été réalisée le 18 août 2008. Il ressort que le bruit ambiant se situe entre 55,5 et 68 dBA de jour et entre 53 et 66 dBA selon les points de mesure.

Au regard de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 fixant des valeurs limites en terme de bruit aux installations classées, il apparaît que les résultats de l'analyse acoustique sont conformes, à l'exception du point 3 situé en limite de site en bordure de l'autoroute A35 en période nocturne. Le bruit résiduel, lié au trafic de l'autoroute est par conséquent déjà supérieur en période nocturne au bruit résiduel limite de 60 dB. Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété de l'établissement, sont déterminés de manière à assurer le respect des valeurs d'émergence admissibles fixées par l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé. Par conséquent, il est proposé que la limite de bruit résiduelle à respecter en limite de propriété au point 3 soit de 64,5 dB. Par conséquent, la valeur limite à ne pas dépasser en ce point est de 67,5 dB en période nocturne.

**Les articles 6.2.1 et 6.2.2 prescrivent les valeurs limites d'émergence et de bruit. L'article 9.2.7.1 impose la réalisation des mesures de niveaux sonores dans un délai de**

6 mois à compter de la mise en service des installations puis tous les 3 ans. Le plan répertoriant les points de mesures figure en annexe du projet d'arrêté.

D'autre part, le flux total de véhicules est estimé à 268 véhicules au total, ce qui représente une augmentation de 21,26 %.

## DECHETS

Les principaux déchets issus du fonctionnement du site sont :

Type de déchets	Nature des déchets	tonnage maximal annuel
		Production totale
Déchets dangereux	Huiles usagées	400 kg
Déchets dangereux	Huiles ammoniaquées	240 kg
Déchets dangereux	Résidus du débourbeur déshuileur	25 m <sup>3</sup>
Déchets non dangereux	Déchets industriels banals	163 t
Déchets non dangereux	Déchets ménagers	5 200 kg
Déchets non dangereux	Résidus de nettoyage des voiries internes, matériaux minéraux (terre, sable...)	500 kg

## SANTE

L'installation n'est pas susceptible de générer des émissions à l'atmosphère dans son fonctionnement normal, à l'exception des émissions liés aux véhicules mentionnées dans le chapitre « AIR » .

## B) DANGERS

L'analyse des risques fait le bilan des risques externes et des risques internes.

Le risque externe principal retenu est le risque foudre. Une étude foudre a été produite. Le site doit être équipé de 2 types de protection: des paratonnerre à dispositif d'amorçage pour les effets directs et des parafoudres pour les effets indirects (parafoudres mis en place au niveau de la protection générale de l'armoire d'alimentation).

L'analyse des risques internes conclut que le risque principal est l'incendie des produits combustibles dans les chambres à froid positif, le risque d'explosion du local de charge batteries et le risque toxique lié à une fuite d'ammoniac.

L'exploitant a par ailleurs identifié le risque d'épandage de fioul (pollution des sols, des eaux, incendie) lié à une fuite par rupture de la cuve enterrée ou à une fuite au niveau du groupe électrogène. L'exploitant a mis en place un détecteur de fuite dans la double paroi de la cuve enterrée de fioul. Le groupe électrogène est implanté sur une dalle béton.

RISQUE INCENDIE
-----------------

Les scenarii majeurs retenus dans l'étude de dangers sont pour les cas d'incendie :

Deux murs coupe-feu séparent sur le site trois «blocs » de cellules :

- Cellule n°1 : CF2, CF3, CF4, CF5, CF6, CF7, CF8
- Cellule n°2 : CF9 et CF10
- Cellule n°3 : CF11

Les murs coupe-feu n'étant pas de degré 4 heures, l'exploitant a étudié l'incendie d'une cellule, puis la propagation aux deux cellules adjacentes. Cela correspond, dans le cas de cet entrepôt, à l'incendie généralisé de l'ensemble de l'entrepôt (présence de trois cellules uniquement).

- Incendie de la cellule n°1  
**Le flux correspondant au seuil des effets irréversibles ne sort pas des limites du site sur la cellule étudiée.**
- l'incendie de la cellule n°2  
**Le flux correspondant au seuil des effets irréversibles ne sort pas des limites du site sur la cellule étudiée.**
- l'incendie de la cellule n°3  
**Le flux correspondant au seuil des effets irréversibles ne sort pas des limites du site sur la cellule étudiée.**
- L'incendie généralisé de tout l'entrepôt

La modélisation des flux thermiques à partir des stockages amène les résultats suivants :

Flux reçu (kW/m <sup>2</sup> )	Distance (en mètres)
3	De l'ordre de 21 m
5	De l'ordre de 14 m
8	De l'ordre de 9 m

Les distances des flux correspondant aux seuils des effets irréversibles (3 kW/m<sup>2</sup>), des premiers effets létaux (5 kW/m<sup>2</sup>) et des effets létaux significatifs (8 kW/m<sup>2</sup>) ne sortent pas du site, à l'exception d'un dépassement des limites de propriété du flux correspondant aux seuils des effets irréversibles d'une distance de 6 mètres sur 15 mètres de longueur au sud-ouest du site. Toutefois, la rue Jean-Michel Haussmann n'est pas atteinte.

- Les incendies de chaque chambre de stockage

L'exploitant a d'autre part modélisé l'incendie correspondant à chaque chambre à froid positif. Cela a permis de définir des distances d'éloignement entre les stockages et les parois extérieures des chambres. Sur ces distances d'éloignement, aucun produit combustible ne devra être stocké. L'objectif est d'éviter les effets dominos (seuil de 8 kW/m<sup>2</sup>) entre chaque stockage pour que l'incendie d'un stockage ne se propage pas au stockage de la chambre adjacente.

Ces distances d'éloignement sont prescrites dans l'arrêté à **l'article 7.2.8.**

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment de quatre poteaux d'incendie situés à moins de 100 mètres d'un appareil d'incendie. Les appareils d'incendie sont distants entre eux de 150 mètres maximum. Le débit de tous les poteaux en simultané est de 364,5 m<sup>3</sup>/h. 6 puits présentant tous un débit de 100 m<sup>3</sup>/h pendant 3 heures sauf le puits n°2 présentant un débit de 80 m<sup>3</sup>/h. Ces puits permettent de disposer de plus de 900 m<sup>3</sup>/h pendant deux heures, ce qui est le débit minimal requis. Cela est repris dans **l'article 7.6.4.** du projet d'arrêté.

Les autres mesures de prévention/protection vis-à-vis du risque incendie sont reprises dans le projet d'arrêté.

#### **RISQUE EXPLOSION**

Le scénario majeur retenu dans l'étude de dangers pour les cas d'explosion est le risque d'explosion du local de charges de batteries.

Le local de charge des batteries dispose d'un sol anti-acide. Les murs et plafonds sont coupe-feu deux heures. La ventilation est asservie à la charge et détection d'hydrogène.

Ces prescriptions sont reprises dans le projet d'arrêté.

#### **RISQUE TOXIQUE**

Tous les fluides utilisés sur le site circulent dans des circuits fermés. Aucun échange ne se produit entre les différents types de fluide.

L'exploitant a étudié le risque de dispersion toxique lié à une fuite d'ammoniac (145 kg) dans les conditions de dispersions atmosphériques DF3 et DN5. L'étude conclut à un risque acceptable pour la population (dispersion du nuage toxique, pas de retombées prévues au sol).

Une modélisation de la dispersion d'ammoniac (145 kg présent dans l'établissement) suite à une fuite accidentelle a été faite et présente les conclusions suivantes :

	Conditions DF3	Conditions DN5
Seuil des premiers effets létaux	< à 15 m	< à 15 m

Seuil des effets irréversibles	85 m	55 m
DF3	DN5	
Pas de retombées au sol		

DF3 : Condition de diffusion faible (atmosphère stable) associée à une vitesse de vent de 3 m/s. Cette condition de diffusion est plutôt défavorable.

DN5 : Condition de diffusion normale associée à une vitesse de vent de 5 m/s.

En cas de perte de confinement, le nuage formé serait évacué à l'extérieur par l'extracteur à une hauteur suffisante pour éviter toutes retombées au sol d'ammoniac. La dilution du nuage toxique à l'atmosphère (20 m<sup>3</sup> au maximum) serait très importante.

Bien que l'ammoniac ne soit pas classé en tant que tel sous la rubrique 1136, des prescriptions issues de l'arrêté du 16/07/1997 relatif aux installations de réfrigération employant l'ammoniac comme fluide frigorigène sont reprises dans l'arrêté. Celles-ci figuraient déjà dans les arrêtés antérieurs applicables à l'entrepôt.

#### **4.2 – Avis de la DREAL**

L'ensemble des dispositions pris ou prévu vise à limiter l'impact et les risques liés à l'installation.

Le projet respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toutes natures des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

#### **4.3 – Avis du rapporteur sur les résultats de l'enquête publique et des consultations administratives**

Aucune remarque n'a été émise lors de l'enquête publique, le commissaire enquêteur a émis un avis favorable après étude du dossier, entretien avec les responsables du projet, visite du site, considérant que ce projet réalisé reste conforme au dossier mis en enquête, à la réglementation et aux textes de loi en vigueur sans y apporter la moindre modification.

Les remarques émises lors de l'enquête des services ont abouti à des prescriptions particulières reprises dans le projet d'arrêté.

Aucun des services consultés ne s'oppose au projet.

#### **4.4 – Prescriptions applicables**

##### **I.**

Les textes considérés dans le projet de prescriptions sont :

- le Code de l'Environnement, et notamment les titres I et IV du livre V ;
- l'arrêté du 13/12/04 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la

rubrique n°2921 « Installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air » ;

- l'arrêté du 29/05/00 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n°2925 « ateliers de charge d'accumulateurs » ;
- l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement
- l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation
- l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- l'arrêté du 19 juillet 2011 modifiant l'arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation
- le SDAGE du bassin Rhin-Meuse approuvé par arrêté préfectoral du 27 novembre 2009
- le SAGE III-Nappe-Rhin approuvé par arrêté préfectoral du 17 janvier 2005

## **5 – Conclusions**

Sous réserve du respect de toutes les prescriptions techniques du projet annexé au présent rapport, nous proposons aux membres du CODERST d'émettre un avis favorable à la demande d'autorisation présentée par la société Scapalsace – Denis Papin, pour l'exploitation de son entrepôt frigorifique, sise 12 rue Haussmann à Colmar.